

Jean-Louis Cloët

**Lettre à Monsieur le Président de la
République Française**

Lettre à Monsieur le Président de la République Française

Jean-Louis Cloët

Dignité sera-t-elle [re-]donnée à chaque Citoyenne, à chaque Citoyen, conformément à l'Idéal Républicain ? Monsieur Le Président, ne l'avez-vous pas promis ?...

Monsieur le Président de la République,

Il fut un temps, pas si lointain, où la fréquence des Révolutions — somme toute, somme faite — était indexée sur le prix du pain. Quand le peuple ne pouvait plus se payer cette denrée de base, vitale, il descendait dans la rue, il marchait vers les palais ou dressait des barricades, défiant la Police et l'Armée ; et, il est arrivé, parfois — assez pour raviver l'espoir de « lendemains qui chantent » pour deux siècles au moins, même si la chose peut paraître comme perdue pour l'heure — que la force unie des fusils, des canons et des baïonnettes, ne puisse rien pour le repousser. On a vu même aussi parfois une partie de la Police et de l'Armée rallier le peuple.

Dans nos temps de postmodernité où toute espérance, où tout espoir, où tout idéal est proscrit, et, présenté à la vindicte par un petit troupeau d'intellectuels mondains et aristocrates infiltrés dans le PAF, qui se serrent les coudes entre eux, comme étant les pires maladies qui soient et surtout les plus obscènes, ces temps de saine vigueur populaire sont-ils à jamais révolus ?

C'est une question.

Un jour peut-être, les rues elles-mêmes répondront si on ne songe à répondre à cette question d'une autre façon, si à la tête du pays quelqu'un ne s'y confronte pas, n'y répond pas avec pragmatisme, honnêteté, soucieux du respect des personnes, de la dignité de chaque citoyenne, de chaque citoyen, en un mot un seul : des « Droits de l'homme ».

Monsieur le Président, depuis le passage à l'Euro, tout a augmenté, souvent de vingt à trente pour cent, et, les années ayant passé depuis ce passage, les spéculations ne s'étant pas calmées, au contraire ayant redoublé avec toujours plus de cynisme et sans contrôle, tout a augmenté, au point qu'un « travailleur modeste » — qu'on appelait jadis « ouvrier » encore, il n'y a pas si longtemps, du temps où il y avait encore un grand parti qui prétendait le défendre et s'intéresser à ses intérêts, — au point donc qu'un « travailleur modeste » (on appréciera l'euphémisme) ne peut plus avec son salaire se loger, avoir un logement, encore moins nourrir sa famille un mois durant.

Des travailleurs, de plus en plus, dans ce pays à la croissance pourtant stable voire en augmentation notable dans certains secteurs porteurs qui délocalisent à l'étranger pour toujours plus de profit, vivent à l'hôtel, en foyer, voire dans la rue sous une tente parmi celles des S.D.F encore plus démunis qu'eux. De plus en plus de familles de travailleuses et de travailleurs sont contraintes d'aller faire la queue à ce qu'on appelait — jadis encore, il n'y a pas si longtemps — : « la soupe populaire ».

Jadis, il n'y a pas si longtemps : est-ce à dire que ces temps peuvent revenir, Monsieur le Président ? Est-ce à dire qu'ils reviennent, qu'ils sont revenus même ?

Si les actionnaires sont en France de plus en plus riches, comme les mafias ex-soviétiques, le pays, oui, le peuple de France, les forces vives de la Nation, sont en voie de paupérisation galopante. L'écart se creuse chaque jour un peu plus entre les plus pauvres et les plus riches à coups de spéculations sans frein, sans limites fixées, et de « stock-options » versées à des grands patrons qui gagnent jusqu'à quatre cent fois le salaire de leurs ouvriers parfois, et, dont on achète le silence quand il s'agit de les déplacer.

Voilà la situation objective, pour bon nombre de Françaises, de Français, de résidentes et de résidents travailleurs qui travaillent sur notre territoire et enrichissent ainsi notre pays, du moins permettent des profits privés.

Et ne parlons pas de la T.V.A. sociale, qui, il semble, se profile... Ne parlons pas non plus de ce fait de société sans précédent : les générations des enfants habituellement gagnaient par leur travail une situation financière et matérielle plus enviable que celle des parents, ce n'est à présent plus le cas depuis deux générations sinon trois.

Monsieur le Président, vous avez été élu suite à des discours dont les accents ont galvanisé une bonne partie des Français lassés par la langue de bois de certains partis exsangues qui fonctionnent encore comme si quarante, voire soixante, voire cent ans, n'étaient pas passés, n'avaient pas modifié profondément les données du jeu international et par conséquent du jeu social ; vous avez touché les cœurs patriotes parce que nous n'avions pas entendu cette musique depuis bien longtemps. Vous avez invoqué les valeurs sacrées de la République et rendu toute leur valeur de modèles aux « Grands Hommes » à qui « la Nation » se doit d'être « reconnaissante », et, qu'on avait depuis un peu trop longtemps à l'instar des soixanthuitards — d'un Lyotard par exemple jetant sur eux le discrédit et contestant le bien fondé de tout récit historique fondateur, porteur et dynamisant — bien oubliés. Vous les avez invoqués comme autant d'arguments d'autorité, d'alliés de l'ombre et de la lumière passée pour dire que votre combat était juste, que vous vouliez une France pour toutes et pour tous, une France où chacune, où chacun ait sa dignité, où chacune et chacun soit restauré enfin dans sa dignité de citoyenne, de citoyen, au cœur de la Cité, pour que ce pays rayonne à nouveau comme il a pu rayonner jadis, pour qu'il retrouve toute son *aura*.

Dans ces discours, en substance, vous avez dit, Monsieur le Président, ce que j'écris dans mes articles que peu lisent, soit : qu'il serait temps de comprendre en France, en dehors, en-deçà, au-delà des clivages d'un autre âge, qu'il serait bon de songer à — je me cite moi-même, excusez-moi — « bâtir des ponts plutôt que de bâtir des chapelles ».

De mauvaises langues, des esprits séditieux ou taquins — ne faudrait-il pas dire plutôt : simplement « républicains » — ont dit que ce n'est pas vous qui les avez écrits, ces discours si émouvants.

N'empêche qu'ils étaient bien beaux. N'empêche qu'ils sont bien passés par votre bouche.

N'empêche qu'ils vous ont fait élire pour le meilleur et pour le pire... pour le meilleur, j'espère, car ils ont réveillé les valeurs sacrées, les Grandes Ombres tutélaires de la République, cette sacralité trans-confessionnelle que nous a enviée l'Europe et le monde entier. N'empêche qu'ils ont réveillé l'armée des ombres, la grande armée sanglante, sans bouche et sans yeux, des suppliciés, des sacrifiés, des héros et des victimes, des martyrs, des combattants... la grande armée des anonymes aussi qui ont dévoué leur vie à la République, deux cents ans durant, à cet idéal de « Liberté », de « Fraternité » et d'« Égalité »... des chances.

Cette armée, qui est l'âme de notre peuple, de notre Nation, par la toute puissance de sa pensée immortelle, est tournée vers vous désormais... et vous entend, et vous écoute, et vous attend, comme nous.

Pour nos concitoyennes, pour nous concitoyens travailleuses, travailleurs, et réduits à la misère, qui travaillent toujours plus pour gagner toujours moins, pour ceux qui aimeraient travailler encore et qui sont mis sur la touche passé quarante ans voire avant... face aux bandes toutes puissantes et sans état d'âme des actionnaires qui décident du sort des trans-nationales, des États, des pays, et, qui défont les Présidents parce qu'ils les ont fait parfois... qu'allez-vous faire, Monsieur le Président ?

Avec toute mon espérance de citoyen modeste que vos discours ont rendu enthousiaste, et avec tout le respect démocratique que nous nous devons mutuellement, selon les lois de la République et selon son idéal,

en ce 23 août 2007, centième jour de votre investiture,

Jean-louis Cloët, citoyen du Nord.